



Ressources sur la non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél.: 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 6 > Numéro 2>

Été 2014



Des «vétérans pour la paix» au Québec ?

Ceux qui ont visité l'Angleterre le mois de juillet dernier savent à quel point les interrogations sur les coûts humains des guerres récentes au Moyen Orient ont retenu l'attention.

De longs textes de quotidiens invitaient à réfléchir suite au rapport des services anglais de renseignements reconnaissant le retour des Talibans sur les territoires où avaient combattu les militaires anglais.

Tout le mois de juillet, il a été fait état de la reprise des territoires afghans de la région de Helmand, non loin de la tristement célèbre ville de Kandahar. Rien de plus dramatique quand on pense aux sacrifices humains et aux milliards investis pour la conquête de ces territoires. Des voix s'élevaient pour exprimer des préoccupations citoyennes : « Nos soldats sont-ils morts pour ça...? ».

Les vacanciers québécois que nous étions ne pouvaient qu'en être interpellés et se demander comment il se fait que ces genres d'inquiétudes n'émergent pas, à proprement parler, chez nous.

Si vous ne pouvez pas vous occuper des vétérans...n'allez pas à la guerre !

C'est la plainte de femmes de militaires canadiens ayant été rapportée récemment dans plusieurs médias.

Comme l'explique Claude Dupras sur son *Blogue politique*, le retour à la maison des soldats est souvent un calvaire. Ils font face à un syndrome de stress post traumatique dont ils peuvent souffrir pour très longtemps. L'héritage de la guerre, ce sont des vétérans mutilés physiquement, psychologiquement et socialement ; ce sont des vies entières de familles affectées, dans l'indifférence totale des élus qui ont consenti à envoyer les soldats au front.

Les guerres continuent, notre gouvernement actuel en fait même une immense propagande à laquelle ne correspond pas de réel sentiment d'urgence pour des services après-guerre. En désespoir de cause, des vétérans canadiens doivent recourir à des marches de protestation pour éviter la fermeture de points de service aux anciens combattants.

L'illustration la plus récente de l'indifférence gouvernementale à cet égard est l'attitude du ministre canadien des Anciens combattants, Julian Fantino. Il a simplement refusé d'écouter une des femmes d'anciens combattants, Jennifer Migneault, l'épouse de l'ex-sergent Claude Rainville dont le syndrome s'est chronicisé.

Mme Migneault voulait rencontrer le ministre Fantino pour parler

des besoins de nombreuses femmes dans sa situation. Elle voulait « *que le ministre ressente, avec raison, que toutes ces personnes doivent être reconnues comme des aidants naturels et qu'elles soient aidées dès le retour de leur soldat* ». Le ministre s'est éclipsé dans le corridor du parlement, « *accélérant le pas* », pour ne pas répondre à la dame indignée.



La manipulation des citoyens doit-elle continuer?

Selon M. Dupras, qui a pris le temps de s'enquérir de la situation auprès des vétérans, ces derniers ne reçoivent aucune assistance gouvernementale s'il n'y a pas blessure.

Le soldat Rainville a fait partie de plusieurs missions importantes dans le Golfe, en Irak et en Syrie, dans un contexte de réponse à l'agression (l'attaque du World Trade Center) d'un pays allié. Il a fait face à de multiples situations traumatisantes au nom des citoyens canadiens solidaires avec leurs alliés, mais il a dû attendre sept ans avant que son syndrome soit reconnu et, « *malgré une médication hebdomadaire, les cauchemars continuent, l'anxiété persiste, la honte est pénible... le suicide guette... Les enfants ne comprennent pas, la famille souffre et celle qui encaisse tout, c'est l'épouse ou la conjointe* ».

Il y a de quoi s'indigner quand on pense que le même gouvernement, qui investit d'importantes sommes pour promouvoir les guerres et en organiser des parades commémoratives, retire progressivement le service après-guerre.

Mais la guerre continue ; elle est payante pour les marchands de canons, les généraux qui justifient les nouvelles acquisitions et les despotes qui manipulent nos jeunes et les encouragent à s'enrôler. Elle ne peut que continuer du moment que les électeurs préfèrent se tenir à l'écart des débats concernant la responsabilité de leurs élus.

Dans plusieurs pays, on retrouve des organisations comme « Veterans for Peace », des citoyens qui ont compris que la guerre sert des intérêts autres que ceux de la population. Ces vétérans responsables se servent de leur expérience pour éveiller la conscience par rapport à l'absurdité de la guerre et du bellicisme.

Le temps n'est-il pas venu d'ouvrir une branche de « Vétérans pour la paix » au Québec, une association d'anciens soldats et sympathisants qui pourront questionner les prochaines lancées belliqueuses de nos gouvernements et les manipulations de notre jeunesse pour des aventures guerrières?

[illegible]

Par Gerry Pascal

Sud-Soudan : Des zones sans armes, une recette qui fonctionne Depuis 2010, l'organisation internationale Nonviolent Peaceforce (NP) travaille en collaboration avec des organisations du Sud-Soudan pour le transfert des expertises opérationnelles en prévention de la violence.

Cette collaboration a rendu possible l'implantation de « zones sans armes », un premier pas vers la démilitarisation citoyenne, l'élimination des violences inter-claniques et les cycles des violences subséquents.

Tirant profit du dialogue dont il a soutenu l'instauration entre les principaux acteurs, NP a basé son action sur la connaissance du milieu. Les habitants de Yirol, ont fait eux-mêmes savoir que le recours à des armes n'était pas un élément de leur culture.

Par la suite, une commission pour la non-utilisation des armes a été formée. Des panneaux d'information sur le projet de « zone sans arme » ont été implantés pour plusieurs semaines à des endroits stratégiques. Au moment de la vérification, le nombre d'armes était tombé à zéro à ces endroits. Les communautés ont ensuite demandé la création de nouvelles zones. C'est signe que la recette fonctionne.

www.alternatives-non-violentes.org

Cour suprême du Canada (CSC) : Décision historique en faveur du peuple Tsilhqot'in Le 26 juin 2014, la CSC a confirmé le plein droit du peuple Tsilhqot'in sur son territoire traditionnel de 2000 km² en Colombie Britannique. La CSC l'a reconnu, les principes dans ce cas ont des implications très larges pour la reconnaissance et l'affirmation des droits des Autochtones partout au Canada. Désormais, aucun développement sur une terre possédée par les Autochtones ne sera possible sans le consentement véritablement libre et éclairé de ceux-ci.

L'application immédiate de cette décision compromet le projet de pipeline Northern Gateway d'Enbridge qui doit aller de l'Alberta à la côte du Pacifique en passant par la Colombie Britannique. Et ce malgré l'approbation par le gouvernement fédéral et la Commission d'examen conjoint du projet.

De nombreux partenaires et sympathisants félicitent les Tsilhqot'in qui, depuis des générations (depuis 1864), ont continué la résistance malgré de nombreux obstacles dont l'assassinat de six de leurs chefs.

Israël : Des personnalités « Prix Nobel de la paix » de partout au monde demandent l'embargo militaire contre Israël > Dans une lettre qui circule depuis la mi-juillet 2014, des personnalités « Prix Noble de la paix » (Desmond Tutu, A. Peres Esquivel, Rigoberta Menchu, Betty Williams, Jody Williams, Mairead Maguire) et des intellectuels et artistes du monde entier (Frei Beto, Noam Chomsky, Étienne Balibar, Federico Mayor Zaragoza, Judith Butler, etc.) appellent à un embargo militaire contre Israël.

Les signataires estiment tous qu'« en important et exportant des armes d'Israël et en facilitant le développement de la technologie militaire israélienne, les gouvernements envoient de fait un message clair d'approbation de l'agression militaire israélienne, y compris de ses crimes de guerre et de ses possibles crimes contre l'humanité ».

Is terminent leur lettre d'appel en demandant aux Nations Unies et à tous les gouvernements à travers le monde de « prendre des mesures immédiates pour imposer un embargo militaire complet et légalement contraignant envers Israël semblable à celui qui a été imposé à l'Afrique du Sud durant l'apartheid. » <http://www.humanite.fr/>

À lire sur notre site

Guatemala : Le travail des PBI menacé

Le 1^{er} juillet 2014, les permis de résidence temporaire de deux volontaires de Brigades de Paix internationales (PBI), Erika Maritza Garcia (espagnole) et Danilo Denis Guerrero Diaz (chilienne), ont été retirés sans aucune justification. Ces deux accompagnateurs étaient observateurs lors de l'expulsion brutale des citoyens, en mai 2014, du campement de résistance de la Puya contre la compagnie Radius Gold. Le gouvernement et les médias remettaient fortement en cause la « présence des étrangers et des organismes internationaux », leur reprochant d'attiser les conflits sociaux dans le pays.

Mais, bonne nouvelle ! Le 11 juillet 2014, l'annulation des deux visas a été révoquée par le Ministère de l'intérieur, ce qui permettra aux membres des PBI concernés de poursuivre leur mandat d'observation. pagg.org

Mustafa Bargouthi :

«Je me bats pour libérer Israéliens et Palestiniens du système d'apartheid» >Extraits d'une entrevue accordée à Eros Sana de Bastamaq.net.

«Comment les médias internationaux peuvent-ils avancer qu'Israël, le quatrième exportateur d'armes au monde, a le droit de se défendre, mais pas les Palestiniens, dont le territoire est occupé depuis des décennies ? »

La question est de Mustafa Barghouti, médecin, fondateur de la principale ONG médicale palestinienne, the *Palestinian Medical Relief Center*. Ce militant non-violent, co-fondateur du mouvement BDS, Boycott-Désinvestissement-Sanctions, vise à forcer économiquement le gouvernement israélien à mettre un terme à l'occupation des territoires palestiniens.

Il estime que le boycott, dont il est l'initiateur et le porte-étendard, « ne vise pas le peuple israélien, [mais] le système d'apartheid qui enchaîne aussi bien les Israéliens que les Palestiniens ».

Judith Butler :

« Je revendique un judaïsme qui n'est pas associé à la violence de l'État » > Judith Butler, philosophe américaine, lauréate du Prix Adorno en 2012, attaquée pour ses positions critiques et antisionistes, notamment dans le Jerusalem Post, a réagi dans une lettre ouverte où l'on peut lire :

« Il y a de fortes traditions juives... qui attachent une grande importance à la cohabitation et offrent une panoplie de moyens pour s'opposer aux violences de toutes sortes, y compris la violence d'État. Il est très important en ce moment, pour notre époque que ces traditions soient soutenues, mise à l'honneur, vivifiées, inspirées ».

www.nonviolence.ca

Coquelicots blancs

par Serge Mongeau*

> > > > > > > > > > > >

Au mois de novembre prochain aura lieu la quatrième campagne annuelle du coquelicot blanc, organisée par le Collectif Échec à la guerre. Voici l'histoire de ce coquelicot, telle que racontée par le Collectif :

« L'idée du port d'un coquelicot blanc a commencé à germer en Angleterre en 1926.

La Première Guerre mondiale avait entraîné la mort de 10 millions de soldats et d'un million et demi de civils. Le coquelicot rouge était porté depuis 1921 à la mémoire des soldats morts à cette guerre et les fonds recueillis par sa vente allaient au *Haig Fund* qui venait en aide aux vétérans et à leur famille. Le mouvement pacifiste *No more War Movement* proposa de remplacer les mots *Haig Fund* au centre du coquelicot par *No more War* (Jamais plus la guerre). Devant l'échec de cette proposition, l'idée de créer une fleur différente commença à prendre forme...

En novembre 1933, dans le contexte d'une nouvelle montée des tensions au niveau international, la première campagne du coquelicot blanc fut lancée en Angleterre par la *Co-operative Women's Guild* (CWG). Le coquelicot blanc ne se voulait pas un affront au coquelicot rouge. D'ailleurs, plusieurs des femmes de ce mouvement avaient perdu un membre de leur famille à la guerre. Elles voulaient plutôt commémorer toutes les victimes de la guerre et contrer les courants militaristes de l'époque. L'année suivante, le *Peace Pledge Union*, mouvement pacifiste nouvellement formé, appuya cette initiative et prit par la suite en charge la production et la vente des coquelicots blancs, jusqu'à aujourd'hui.

Au Canada, la campagne des coquelicots blancs prend son essor en 1998, suite à la publication d'un article dans le bulletin d'information de *Conscience Cana-da*, le mouvement des objecteurs de conscience à l'impôt militaire. L'année suivante, un dépliant d'appui à la campagne des coquelicots blancs a circulé parmi des groupes actifs pour la paix dans différentes régions du pays. Un vétéran de la Deuxième Guerre mondiale, Frank Knelman, expliquait à cette

époque qu'il voulait non seulement se souvenir de ceux qui ont combattu et souffert comme soldats, mais qu'il voulait consacrer ses énergies à empêcher la guerre et à mettre fin au militarisme. « Je veux me souvenir que 95 % des victimes dans les guerres modernes sont des civils », disait-il.



Nous savons que les guerres du 20^e siècle ont causé la mort de plus de 200 millions de personnes. Et nous constatons, depuis plusieurs années, la recrudescence du militarisme au Canada : participation à la guerre d'occupation en Afghanistan et aux bombardements contre la Libye, croissance vertigineuse des dépenses militaires, glorification de la guerre et de l'armée, de « l'histoire » et de la « culture » militaires...

C'est pour marquer notre opposition collective à cette montée du militarisme ici même que le Collectif Échec à la guerre a décidé de lancer, en 2011, sa première campagne annuelle du coquelicot blanc au Québec. »

Plus que jamais, il faut chercher des moyens d'alerter les gens sur la militarisation pro-

gressive de notre pays. Le port du coquelicot blanc, alors que la tradition est de porter le coquelicot rouge, dérange quelque peu et amène souvent des questions et porte à réfléchir : oui nous avons perdu des soldats dans divers conflits armés, mais que dire de toutes les victimes civiles que tous ces conflits provoquent? Il y a une autre facette importante à cette militarisation : les coûts qu'elle entraîne et qui nous privent d'autres investissements précieux. « Entre 2007 et 2027, le Canada aura dépensé 490 milliards \$ à des fins militaires » ; alors que le pays consacre si peu à la lutte contre le réchauffement climatique, une menace autrement plus grave que celle qui pourrait venir d'un si improbable envahisseur dont il faudrait se défendre. Et toutes ces autres causes valables auxquelles on consacre trop peu de fonds : la lutte à la pauvreté, l'accueil des immigrants, la réhabilitation de notre environnement...

Nous voulons cette année bien implanter la campagne, pour qu'elle devienne un événement actuel attendu qui peut compter sur la participation de milliers de Québécoises et de Québécois. Impliquons-nous dans ce geste collectif qui demande si peu d'efforts !

* Serge Mongeau est.....

L'opposition aux guerres plus que jamais justifiée

Les populations civiles de partout sont victimes du militarisme et de nombreux conflits violents. Le conflit israélo-palestinien a refait surface. Les offensives punitives envers le Hamas, sur la prison à ciel ouvert de Gaza ont recommencé. La population est captive de belligérants, l'État d'Israël et une faction radicale armée palestinienne, qui jouent aux gros bras. Depuis des décennies, la présence de factions radicales justifie l'érosion continue du territoire palestinien. On en vient à croire que le développement de l'État israélien repose sur l'existence même de ces ennemis armés dans les territoires occupés. Les provocations et les ripostes des parties armées en confrontation sont des actes de lâcheté qui relèvent d'un bellicisme nuisible à tout avenir pour cette région.

Dans ce contexte, certaines actions et témoignages, que vous trouverez sur le site non-violence.ca, comme celui des signataires de la lettre sur la vente d'armes à Israël, de Mustafa Barghouti et de Juifs s'opposant à la violence d'État comme Judith Butler, nourrissent un espoir ténu.

Cette année, le CRNV s'impliquera plus activement dans la campagne des coquelicots blancs du regroupement « Échec à la guerre ».

L'opposition aux guerres ne saurait être plus justifiée, avec le conflit qui s'éternise en Syrie, les nouvelles flambées meurtrières pilotées par des dirigeants irresponsables au Moyen Orient, les rébellions autonomistes pro-russes en Ukraine (probables responsables de la destruction d'un avion civil).

